

*La violence fondée sur le
genre est un problème pour
l'ensemble de la société.*



Santa Clara 14 avril (RHC) La réunion régionale "Voix de femmes pour la non-violence", à laquelle a participé le président Miguel Díaz-Canel a mis l'accent sur le fait que la violence fondée sur le sexe est un problème pour l'ensemble de la société.

Plus de 300 femmes participantes des provinces de Ciego de Avila, Sancti Spiritus, Cienfuegos et Villa Clara ont lancé cet appel ce vendredi lors de la réunion régionale "Voix de femmes pour la non-violence" à Santa Clara, afin d'aborder la violence de genre non seulement comme un problème pour les femmes, mais aussi pour la société dans son ensemble, et de l'affronter avec empathie, une communication efficace et une culture juridique.

La réunion, à laquelle a participé le premier secrétaire du parti communiste cubain et président de la République, Miguel Díaz-Canel Bermúdez, a également insisté sur la nécessité de faire face à l'agression, non par la haine, mais par l'éducation, la formation et l'amour.

Le dirigeant cubain a décrit le débat comme un moment d'apprentissage, où une question essentielle pour la politique du pays a été abordée, surtout en tenant compte de l'incompatibilité de toute forme de violence avec la révolution socialiste en tant que processus de justice sociale.

Díaz-Canel a également confirmé la volonté de l'État d'éradiquer ces actes qui dénigrent les personnes et a appelé à un travail complet de prévention de la violence, précédé d'une enquête statistique sur toutes les femmes et les familles qui sont des victimes potentielles, car il existe également des lacunes dans le traitement des chiffres.

"La question n'est pas seulement de compter les cas, car tant qu'il n'y a qu'une seule femme vulnérable, nous devons nous inquiéter", a-t-elle fait remarquer.

Clotilde Proveyer Cervantes, professeur au département de sociologie de l'université de La Havane, a reconnu, parmi les principaux défis, une attention basée sur l'interdisciplinarité, l'amélioration du travail de communication et des protocoles d'action, ainsi que l'expansion du travail de recherche.

Pour sa part, Yamila González Ferrer, vice-présidente de l'Union nationale des juristes, a expliqué les particularités du cadre juridique cubain qui, ces dernières années, s'est orienté vers le genre, même si les lois continueront d'être modifiées dans la recherche d'une mise en œuvre efficace des mécanismes.

La spécialiste a mentionné, parmi les outils juridiques dont dispose Cuba, la Constitution de la République, le Code de la famille, le Programme national pour la promotion de la femme et le Code pénal, ce dernier comportant 49 mentions de questions liées à la violence de genre et un article qui aborde directement le féminicide.

"Nous sommes conscients des travaux en cours pour résoudre ces problèmes, mais il est faux de dire qu'il y a une passivité ou un manque d'attention de la part du gouvernement, c'est pourquoi nous n'utilisons pas de termes tels que féminicide dans notre discours", a-t-elle expliqué.

Les plus de 300 participantes, représentant les provinces de Ciego de Avila, Sancti Spiritus, Cienfuegos et Villa Clara, ont exprimé leur soutien à la révolution cubaine en tant qu'espace favorable à la pleine réalisation des femmes et ont demandé de ne pas changer le chemin parcouru jusqu'à présent en termes d'opportunités et d'inclusion sociale. Roberto Morales Ojeda, secrétaire à l'organisation du comité central du parti communiste cubain, Inés María Chapman Wauhg, vice-premier ministre de la République, et Teresa Amarelle Boué, secrétaire générale de la Fédération des femmes cubaines, ont également participé à cette réunion, la première du genre à Cuba. (Source Escambray)



Radio Habana Cuba